

Macron : autoritarisme, fiscalisme, incompétence et abus de pouvoir



Le coup foireux de la limitation à 80 km/h était une première étape de la soumission des Français à l'autorité usurpée de Macron. Une expérimentation tellement abusive qu'il est devenu difficile de l'ignorer.

On a voulu faire croire sauver des vies au moyen d'une mise en scène sophistiquée des dangers de la voiture et de la route avant d'infliger des restrictions de circulation et des taxes exorbitantes sur les carburants de plus en plus violentes, et potentiellement fatales pour les Gilets jaunes qui travaillent.

La soumission à d'autres sujets politico-sanitaires a été l'occasion de la gestion calamiteuse de la crise du

Coronavirus : le coup des masques et des tests inutiles était faux pour imposer un confinement abusif et généralisé sans séparer les malades du reste des familles. Mais maintenant, l'organisateur de la gestion calamiteuse de la crise du Coronavirus continue à sévir et « l'autorité », qui veut soumettre tous les Français, exige qu'ils portent des masques continuellement sans aucune promesse de résultat.

La menace pour la suite est une fiscalité mortelle pour soi-disant éviter une autre catastrophe ! Le conflit surgit quand les Français ont la nausée et commencent à donner des signes de révolte contre les taxes et impôts, avec la reprise des mouvements d'opposition comme avec les Gilets jaunes.

Alors les Français rassemblés contre Macron formuleront des plaintes en harangues claires et distinctes. Et ils exigeront qu'on les libère de Macron. À mesure que progressera la violence de la fiscalité abusive de Macron, leurs protestations deviendront de plus en plus véhémentes et politiques.

Or, dans la majorité des cas, et à l'effarement des Français, Bercy et la majorité LREM-socialiste continueront les taxes et impôts de plus belle tant que la France et les Français resteront sans réaction.

Avec une stupéfiante régularité, de bons Français, notamment les retraités durement frappés par la CSG, se sont pliés à toutes les exigences fiscales de Macron et ont fait preuve d'une soumission incroyable. Le prestige de l'autorité, la limitation de leur champ de perception, l'acceptation aveugle de la situation, notamment la violence immigrationniste aberrante telle qu'elle a été définie par Macron-Merkel, ont suffi pour amener des citoyens honnêtes et travailleurs à se vivre en victimes des abus LREM.

Jean-Philippe Delsol, Iref-Europe : *Pas d'impôt nouveau pour redresser la France. Vraiment ?* Une dose supplémentaire du

poison fiscal de Macron de Bercy pourrait être fatale aux contribuables français et à l'économie du pays. Le Maire avait redit : *« Je ne suis pas favorable ni à des augmentations d'impôts, ni à des créations de nouveaux impôts, ni à des créations de nouvelles taxes. Tout simplement parce que nous avons déjà une pression fiscale qui est une des plus fortes des pays développés »* . Malgré cela, les projets fusent pour taxer les uns et les autres. Différé, le projet de l'OCDE voulait créer une taxe mondiale sur les activités des multinationales. L'idée, toujours la même, était d'instaurer un taux d'imposition des multinationales digitalisées autour de 12,5 % correspondant au taux d'imposition irlandais et au taux minimum instauré aux USA et ensuite de répartir l'impôt entre les pays où la valeur est créée et ceux où elle est consommée.

Pourtant, ce sont les taxes indirectes, la TVA notamment, qui permettent de taxer la consommation.

La TVA sur la publicité ou les ventes de données en France par les Gafa devraient représenter déjà d'importantes recettes fiscales. Selon les nouvelles règles internationales de répartition, encore à valider, la France serait perdante, mais *une sorte de rage idéologique incite Le Maire à s'obstiner dans ce projet.*

Et cela au risque que les États-Unis, qui s'opposent à l'adoption d'une telle mesure dès cette année, prennent des mesures de rétorsion douanière très coûteuses contre la France. Le Maire : *« Nous appliquerons, quoi qu'il arrive, une taxation aux géants du digital en 2020, parce que c'est une question de justice »* !

Alexandre Piquard, Le Monde : Entre l'Europe et les Gafa, les points de tension sont nombreux. Apple a gagné contre la Commission européenne : la justice a annulé, mercredi 15 juillet, la décision d'août 2016 qui avait sommé Apple de rembourser à l'Irlande 13 milliards d'euros d'avantages

fiscaux jugés indus.

Mais le 10 juillet, Washington a annoncé des taxes douanières de 1,3 milliard de dollars (1,14 milliard d'euros) sur des produits français en rétorsion contre la taxe Gafa votée par la France pour prélever 3 % du chiffre d'affaires des grands du numérique. Les États-Unis ont suspendu l'exécution de la menace jusqu'à fin 2020 afin de laisser du temps à la négociation internationale en cours sur la taxation du numérique au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le but des États-Unis était de dissuader les autres pays désireux d'instaurer une taxe Gafa, comme le Royaume-Uni ou l'Italie.

Après l'annulation de sa décision contre Apple, la commissaire devra défendre en appel les sanctions prononcées contre Google et emblématiques de son combat contre la puissance des géants du numérique. Il s'agit de 8,2 milliards d'euros d'amendes pour abus de position dominante !

Le Monde avec AFP : Taxe Gafa : les États-Unis sanctionnent la France... avec sursis ! Les grands groupes américains Gafa ont dénoncé, en août 2019, la taxe numérique française. L'administration Trump a annoncé le 10 juillet des mesures de rétorsion visant des produits français représentant 1,3 milliard de dollars (environ 1,15 milliard d'euros). Le bureau du représentant au commerce a décidé d'imposer des droits de douane supplémentaires de 25 % sur les produits français en réponse à l'adoption par la France de Macron d'une taxe sur les services numériques qui cible injustement les entreprises numériques américaines.

Il s'agit de punir Paris et Macron d'avoir instauré une taxe sur les géants du numérique, taxe dite Gafa (acronyme désignant Google, Amazon, Facebook et Apple). Néanmoins, l'administration Trump a gelé l'application des mesures de rétorsion pour permettre de trouver une résolution négociée au conflit.

Les droits de douane supplémentaires seront imposés aux produits cosmétiques et aux sacs à main, mais ils épargnent d'autres produits emblématiques, tels que le champagne, le camembert ou le roquefort.

Le Parlement LREM-Macron avait définitivement adopté, le 11 juillet 2019, l'instauration d'une taxe déraisonnable et discriminatoire sur les géants du numérique, faisant de la France de Macron un pays soi-disant pionnier en matière d'imposition des Gafa et autres multinationales accusées d'évasion fiscale. Les États-Unis ont envoyé un message fort à Macron contre les taxes visant les entreprises américaines !

Le Fonds monétaire international (FMI) avait exhorté à un accord pour résoudre ce conflit : « *Il est très important d'éviter les guerres commerciales, il est important d'éviter les guerres sur les fiscalités !* »

Jean-Philippe Delsol, Iref-Europe : La direction générale du Trésor a publié le 3 juillet une note sur le logement, datée du 30 juin, préconisant *la hausse de la taxation foncière* : « Le développement d'aménités publiques contribue à modifier la valeur des logements et la fiscalité immobilière (taxe foncière notamment) doit servir à financer ces opérations *en prélevant une partie de la rente foncière* induite par l'investissement public. Dans ce jargon inimitable, le Trésor *préconise donc une hausse des taxes foncières et/ou de l'impôt sur les plus-values*. Pourtant, en France, l'immobilier est déjà surtaxé. Le foncier est cinq fois plus imposé que le travail, via les droits de transmission, l'Ifi, l'imposition des revenus fonciers...

En France les prélèvements sur le capital sont près de deux fois plus imposés qu'en Allemagne. La note du Trésor n'institue pas d'impôt, mais prépare les esprits et elle le fait avec l'accord du ministre ? Il serait préférable que le gouvernement qui n'a que le mot égalité à la bouche assure l'égalité des patrimoines en supprimant l'Ifi et en autorisant

les revenus immobiliers de profiter du prélèvement forfaitaire unique à 30 %.

Il y aurait davantage d'investissements immobiliers, de logements construits, moins de tension sur les prix des logements et de faire sans cesse moins appel au contribuable pour construire des logements sociaux (en France 18 % de la population occupe des logements sociaux contre 4 % en Allemagne). Mais en France, tout doit passer par l'État. On fait croire que le nouveau gouvernement penche à droite. Mais c'est une droite anti-libérale, étatiste, collectiviste au sens où tout doit passer par le public.

L'idée est d'un haut commissariat au Plan sur proposition de Jean Pisani-Ferry, ancien commissaire général de France-Stratégie qui a succédé au commissariat au Plan, qui emploie à grands frais une centaine d'économistes, fonctionnaires, pour multiplier les projets de socialisation de l'économie. C'est le fils d'Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture de Michel Debré et Georges Pompidou, qui a publié en 1977 un livre, *Utopie foncière, prônant la nationalisation de la totalité des terrains agricoles de France* pour permettre à l'État de choisir les nouveaux exploitants à chaque occasion de décès, retraite ou départ de l'exploitant en place !

L'officine gouvernementale France Stratégie a proposé, lorsqu'elle était dirigée par Jean Pisani-Ferry, de *taxer les loyers fictifs des habitations occupées par leurs propriétaires*. Le même organisme a *suggéré que l'État s'empare d'une partie de toutes les propriétés foncières privées françaises, sans indemnisation, pour couvrir le remboursement des dettes d'État*. Il s'agirait d'institutionnaliser ces idées, de leur donner plus de force et de les réaliser dans le cadre d'un nouveau Commissariat au Plan que Bayrou voudrait bien présider !

Attention aux dégâts ! Vivant dans le pays le plus imposé de l'OCDE, les Français sont maltraités par l'impôt. L'excès

d'impôt est la cause de leur déclin et une dose supplémentaire de poison fiscal serait fatale !

Par H16 : « *Et maintenant, chômage et extorsion fiscale pour tous !* » Le chômage va exploser, alors on va *augmenter les contrôles fiscaux et lancer un grand plan vélo* ! Forcément, ça va bien marcher ! Entre les flonflons nationaux et la petite balade impromptue aux Tuileries, le 14 juillet de Macron a été bien rempli !

Et ça aura été l'occasion pour lui d'assommer une nouvelle fois le pauvre peuple français avec une intervention sans intérêt, si ce n'est celui de rappeler que le chômage allait exploser ses records... Oui, il sera difficile de camoufler un million de chômeurs supplémentaires. C'est intéressant pour un pays qui vivait fort bien dans une situation de chômage élevé depuis les années Mitterrand, où l'intelligentsia socialiste du moment avait calculé qu'une masse dodue de chômeurs, pas trop mal indemnisés quitte à creuser la dette, permettait, d'une part de s'assurer un certain coussin électoral (indispensable si le but n'est pas le bonheur du peuple, mais de conserver le pouvoir), et d'autre part de donner des éléments de pression sur les salaires, ce que les entreprises issues du capitalisme de connivence ne rechignèrent guère à accepter à bras ouverts.

Le modèle social français s'est bien accommodé de ce chômage massif jusqu'à présent, tant que ces chômeurs se tenaient tranquilles et tant que le reste de la population qui paye pouvait bénéficier des fruits de la croissance. Avec la crise sanitaire, puis économique, la donne change considérablement, d'autant qu'on peine depuis quelques décennies à distribuer les fruits de la croissance et que les chômeurs (ou ceux qui risquent de le devenir au moindre changement de la donne économique) ne se tiennent plus tranquilles !

La sortie de Macron augure d'un futur dangereux : d'un côté, les rentrées fiscales vont s'effondrer et de l'autre, les

dépenses sociales explosent, et au milieu, le contribuable semble peu décidé à faire une croix sur à peu près tous les services publics que ses impôts sont censés payer, sans jamais voir fondre ses prélèvements. Même le gouvernement, assez loin de ces considérations terre à terre et peu concerné par les problèmes de fin de mois, a commencé à comprendre qu'un nuage gris s'accumulait à l'horizon de Macron.

Castex a pris toute la vraie mesure du problème. L'énarque bureaucratique en charge des affaires courantes (formellement, il serait Premier ministre) a bien saisi que la lutte contre le chômage serait la priorité absolue du gouvernement, et il s'est immédiatement fendu d'un *plan vélo très ambitieux* !!!, ce qui donne la mesure de la décontraction générale du Premier ministre Castex face au problème. Bref, c'est décidé : la lutte contre le chômage sera l'affaire de tous dans les prochaines semaines. Ben voyons ! TAKAYCROIRE !

À commencer par la Ligue des Bureaucrates Extraordinaires, depuis l'inspection du travail jusqu'à l'URSSAF en passant par Bercy : en ces temps difficiles, il n'est pas question que le moindre centime manque à l'appel du Trésor public, il n'est pas question que le moindre sou soit détourné de ses objectifs solidaires et citoyens, pour abreuver tous les migrants, les miséreux et les orphelins. Pour cela, il va falloir renforcer les contrôles, car on a bien compris qu'en réalité, profitant honteusement de la crise sanitaire gérée de main de maître calamiteuse par un gouvernement au taquet, les entreprises se sont relayées pour s'empiffrer des subventions Macron, d'aides et de chômage partiel. Tout indique qu'il y a eu fraude, détournement, abus et scandaleux arrangements avec la réalité, ce qui impose que le privé soit maintenant sévèrement contrôlé.

Et lorsqu'on voit l'importance des montants évoqués, on frémit : les services de Bercy ont identifié 1740 opérations frauduleuses, ce qui représente tout de même plus de 1,7 milliard, ah non pardon, 1,7 million d'euros de préjudice, et

ce, alors que des versements de plus de 6 millions ont pu être arrêtés. Ouf !

Humour : Avec une moyenne de 1 000 euros de détournement par affaire, on voit que l'État a évité le pire ! Et au-delà de ces sentiments de fraude immenses, ces fraudes massives ! il s'agira d'aller récupérer le pognon là où il est. Or, si la crise a sonné le glas d'un nombre effarant d'entreprises et de commerces en France, elle a fourni une opportunité en or pour certaines sociétés de vendre leurs services et leurs produits.

Et ça, en France, ça s'appelle profiter du malheur des autres ! Si c'est autorisé et même conseillé chez les profiteurs socialistes, c'est interdit pour le reste de la société et combattu par toute l'administration qui s'est chargée de remettre un peu d'ordre dans tout ça en lançant une vaste campagne de contrôles serrés auprès de toutes les entreprises qui ont eu l'impudence de sortir bénéficiaires de cet épisode douloureux.

Ainsi, en matière de contrôles fiscaux, la priorité sera donnée aux secteurs d'activité qui ont tiré profit du confinement, comme les plate-formes d'e-commerce, de télécommunications, les opérateurs télécoms ou les éditeurs de jeux vidéo en ligne, les plate formes de streaming, etc. L'idée de taper sur ces entreprises qui ont su et pu tirer leur épingle du jeu pourri en ce début d'année du Coronavirus est une idée d'autant plus lumineuse que, comme l'a admis Macron, le chômage va exploser ! Rien de tel qu'un bon gros contrôle fiscal bien sévère pour inciter ces plate-formes, ces opérateurs et ces services à embaucher en période de crise !

Macron, autoritarisme, fiscalisme, incompétence, c'est tout l'abus de pouvoir En Marche !

C'est dire si tout cela est fait par Macron-le-petit avec le plus grand sérieux ! Que peut-on attendre de ces gens-là, et de Macron gay-friendly fiscaliste incompétent, mystificateur,

lâche et manipulateur ?

Comme le dit si bien H16 : Ce pays est foutu !

Assurément, tout ça va mal finir !

Thierry Michaud-Nérard